

POUR NOUS CONTACTER

17, rue Laffouette, BP 428,
97329 Cayenne Cedex.
Tél : 05 94 29 70 00
Fax : 05 94 29 70 22
Email :
france.guyane@agmedias.fr

LE FAIT
DU JOUR

Une enquête et une réunion publiques

Une enquête publique est en cours et une réunion publique se tient demain au sujet de l'exploitation d'or alluvionnaire à la Montagne d'or. Un chantier distinct du projet de mine industrielle du consortium russo-canadien. Les associations environnementales sont vent debout.

Rock Lefrançois : « À la Montagne d'or, la situation est différente de Kaw »

Une réunion publique sur la **demande d'autorisation d'ouverture des travaux miniers (AOTM)** concernant l'exploitation d'**or alluvionnaire** sur la concession Montagne d'or a lieu demain, à 18 heures, à Saint-Laurent du Maroni. **Rock Lefrançois, président de la compagnie Montagne d'or**, sera présent pour répondre uniquement aux questions relatives à ce dossier. Il a cependant accepté de faire **le point avec France-Guyane sur l'avancée du projet de mine industrielle** susceptible de voir le jour en 2022.

L'AOTM actuellement à l'enquête publique concerne une exploitation alluvionnaire dite « secondaire » qui a été confiée à l'opérateur minier guyanais Atenor. Atenor deviendrait donc votre sous-traitant. Quelles seront les retombées pour cet opérateur local ?

Atenor, dans le contrat de sous-traitance, a 90 % des revenus des ventes d'or issu de sa production. La compagnie Montagne d'or retient 10 % des revenus pour payer les redevances minières et les autres frais administratifs. Les demandes de l'AOTM représentent des coûts, elles doivent être faites par des bureaux d'étude.

Concernant le projet de mine industrielle, où en est le volet de création de filières de formation ? La mine en pleine exploitation va nécessiter 750 employés et il n'y a pas, en ce moment, d'expertise locale dans la mine industrielle. On vise un objectif de 90 % d'emplois locaux. Des discussions concrètes sont menées avec le Régiment du service militaire adapté (RSMA) pour former des ouvriers. Il faut aussi des ouvriers qualifiés, qui seront le gros de la main-d'œuvre. On parle d'opérateurs d'engins lourds qui seront à peu près 350 sur la mine. On a besoin de faire un centre de formation à Saint-Laurent du Maroni qui pourrait mener à l'école technique des mines. C'est en train de se structurer mais il n'y a rien de défini. Après ça, on a besoin de techniciens qualifiés. L'idée de créer une licence professionnelle à l'Université de Guyane s'est réalisée. La première session débute en septembre. On a impulsé la création de cette filière via notre directeur de la formation Michel Jébrak qui a travaillé avec Arnauld Heuret, maître de conférences en géologie à l'Université de Guyane.

Comment va se concrétiser le volet énergétique ?

La première phase de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) va de 2016 à 2018. Cette première phase inclut les besoins pour la ville de Saint-Laurent du Maroni. C'est 25 MW à court terme. Pour la mine qui va démarrer en 2022, le besoin énergétique sera de 20 MW. On a dessiné l'usine pour qu'elle ne soit pas très énergivore. Au Suriname, les mines équivalentes ont une demande énergétique de 40 à 45 MW, c'est le double de celle de Montagne d'or. On va travailler en concertation avec les producteurs locaux, EDF, pour qu'en 2022 les 20 MW de production soient pris en compte. Je crois que la Guyane vise un taux d'énergies renouvelables de 85 %, ce sont les usines de biomasse qui vont être privilégiées. Il faut que la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) et l'Etat complètent l'étude et ensuite qu'on discute avec eux pour voir comment ils vont produire les 20 MW pour la mine vers 2022. Le coût de la ligne électrique que nous prévoyons de déployer du site d'exploitation jusqu'à Saint-Laurent, c'est à-dire 120 km, est pris en charge par la compagnie Montagne d'or à hauteur de 40 millions d'euros (sur une estimation de 70 millions, ndr).



Rock Lefrançois, président de la compagnie Montagne d'or, hier à Rémire-Montjoly / photo M

En 2007, le projet d'exploitation minière de la montagne de Kaw avait été rejeté par Nicolas Sarkozy. Craignez-vous qu'il en soit de même pour vous ?

Il y a un risque politique. J'ai entendu toutes les raisons possibles concernant le projet de la montagne de Kaw qui n'a pas abouti, je ne ferai pas de commentaire là-dessus. Pour Montagne d'or, je suis convaincu que nous sommes dans une situation différente. Nous sommes dans l'Ouest, dans un site isolé, il n'y a pas de population à 50 km autour. L'Ouest guyanais connaît une explosion démographique et il y a 54 % de chômage pour les moins de 25 ans... Il y a un besoin urgent de développer des emplois, des industries, pour combler le déficit. On croit vraiment que le projet Montagne d'or sera un vrai levier économique pour l'Ouest guyanais en particulier.

Nous allons générer 750 emplois directs durant le pic de production, 900 emplois durant la phase de construction et 3 000 emplois indirects (service de sous-traitance). Ensuite, il y a les structures de formation et la création d'une vraie filière de sous-traitance pour la mine industrielle. On a déjà chiffré les investissements : 50 millions d'euros ont déjà été investis à ce jour pour l'étude d'avant-projet définitif. Il va y avoir 780 millions d'euros investis durant les douze ans de production et les trois ans de construction du site minier. Il va y avoir un milliard d'euros pour les salaires des employés de la mine et de la sous-traitance. Également 350 millions d'euros en cotisations sociales sur ces dits salaires et 350

millions d'euros en retombées pour le territoire (taxes carburant, redevances sur les ventes d'or...). Montagne d'or va produire 7 tonnes d'or annuel.

Combien d'années durera l'exploitation ?

On est sujet à la fluctuation de l'or. Dans les études d'avant-projet, on base notre exploitation sur un prix de l'or qui est déterminé par les institutions financières qui travaillent sur le long terme. On n'opérera pas une mine qui n'est pas rentable. On voit un minimum de douze ans de production. Les prospectives pour le prix de l'or dans les prochaines années sont à la hausse. Si on va vers une baisse des coûts d'exploitation et un prix de l'or intéressant, on pourra étendre l'activité sur quelques années. On vise un minimum de quinze ans à la fin. Il faudra déposer une autre autorisation pour le prolongement de l'exploitation, ce sera à l'Etat d'instruire le dossier. Après ces quinze ans, le site sera réhabilité durant les cinq années qui suivront et il y aura un suivi environnemental sur trente ans.

Quel est le calendrier du projet ?

L'étude d'avant-projet définitif a été déposée en mars. En novembre nous publierons l'étude d'impact. L'étude de danger et de rupture de digue sont les deux composantes importantes qui ne sont pas encore finalisées. On sait déjà que les digues de rétention de la boue représentent quasiment zéro risque.

Elles sont prévues sur une durée de cent ans, donc le risque de rupture est statistiquement impossible. On vise l'enquête publique pour l'autorisation de la mine industrielle vers la fin 2018. On n'a pas le contrôle de l'échéancier ; c'est la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement qui instruit les dossiers. Si on a l'autorisation, le début des constructions sera en 2019. Il n'y aura pas d'exploitation avant 2022.

Comptez-vous sur le soutien d'Emmanuel Macron et des élus guyanais ?

Emmanuel Macron était favorable au projet Montagne d'or quand il a visité le site. On va continuer le dialogue avec les élus locaux pour leur expliquer les retombées économiques et la volonté de mine éco-responsable. Nous avons eu l'occasion d'avoir un court échange avec le député Léniaick Adam mais on veut vraiment un bon échange avec lui. C'est le seul qu'on ne connaît pas encore très bien. Le député Gabriel Serville et le président de la CTG Rodolphe Alexandre connaissent bien le projet et on est très appuyé par le sénateur Georges Patient et le maire de Saint-Laurent Léon Bertrand. Il faut que tous les élus soient favorables au projet. Les mouvements sociaux de mars et avril ont exprimé les attentes des Guyanais. Il faut une réelle économie, des infrastructures, des hôpitaux, des enseignants... Il faut des industries comme la Montagne d'or capables d'impulser tout ça.

Propos recueillis par Marine JACQUES ■